

[Texte]

perception of that? How do you view the outcome of this thing in the way it is shaping up now?

Mr. Oswald: That is a very good point. I will comment, and I will ask my Executive Vice-President to give his views on this, too. But when you embark on a program of this nature, a national program, I think it is very unlikely that you are going to get all provinces, or all participants, agreeing 100% at the start. Certainly we feel, in our discussions with our provincial cattlemen's associations in the provinces across Canada, that we have support in the provinces which roughly produce 90% of the cattle. I think this is a start—a good start. Lots of other programs have been started without this much support.

I was at British Columbia's annual meeting about 10 days ago where their Minister of Agriculture was the guest speaker. And if you listened carefully to his speech, I think you would hear that he was trying to tell the producers that this was not going to be an ongoing thing. It would eventually phase down. He did not say phase out . . . phase down. Certainly, I think the issues of trade . . . well, we have seen what has happened with the countervail on hogs. We hear rumours that paperwork has started a month ago to look at a countervail on beef. And certainly, this is what we are trying to promote so that we get more or less of a level field to play on, with the same ground rules across the industry.

• 2015

Certainly we have seen what has happened with regard to the EEC this year. I can tell you, I have been at two annual meetings within the last three weeks and beef producers right across Canada are very, very disturbed at what is taking place and are reacting to the quotas being increased. An extra 17.5 million pounds will come into Canada this year and I can tell you the cowboys are restless. As president of a national association, I feel they have good cause to be restless.

But getting back to your question, Mr. Foster, I think that even in the Province of Quebec, they represent about 3% to 4% of the beef cattle in Canada. I was at their annual meeting in April and their Minister of Agriculture was the guest speaker. He came with \$22 million in support programs; \$155 per head for the feed-lot sector; \$124 for each cow in the cow-calf sector and \$94 for the veal producers. Now if Ontario and Alberta, which probably have 73% of the cattle in Canada, had that type of program the payouts would probably be between \$500 million to \$600 million. But I think we have to be responsible about how much the taxpayers of this country can support.

Certainly when we get into trade, especially with our neighbours to the south, they are our best market, they are our

[Traduction]

d'influences extérieures tel le fait que la CCE exporte chez nous du boeuf à bas prix? Que pensez-vous de tout cela? À la lumière des faits, à quoi selon vous faut-il s'attendre?

M. Oswald: Voilà une très bonne question. Je vais y répondre, puis je demanderai au vice-président de l'exécutif de donner également son opinion à ce sujet. Lorsqu'on lance un programme de cette nature, un programme national, il est très peu probable qu'on obtienne l'adhésion de toutes les provinces, ou que tous les participants soient d'accord à 100 p. 100 au départ. À la lumière de nos entretiens avec les représentants d'associations provinciales d'éleveurs, nous sommes d'avis que nous avons l'appui des provinces où se fait 90 p. 100 de la production de bétail. À mon avis, c'est un bon départ. Beaucoup d'autres programmes ont été lancés sans avoir autant d'appui.

Il y a environ 10 jours j'ai assisté à la réunion annuelle en Colombie-Britannique dont le ministre de l'Agriculture était le conférencier invité. En écoutant attentivement son discours, on pouvait en conclure qu'il tentait de dire aux producteurs que ces programmes ne seraient pas éternels. Il y aurait éventuellement réduction. Il n'a pas parlé d'élimination—mais plutôt de réduction des programmes. Il est certain que sur les questions d'échanges commerciaux . . . nous avons vu ce qui s'est produit dans le cas du porc. Nous avons entendu des rumeurs selon lesquelles on a entamé, il y a un mois, les premières démarches en vue d'analyser d'une contre-mesure pour ce qui est du boeuf. C'est exactement le genre de chose que nous tentons de promouvoir, afin d'en arriver à une forme d'égalité, les mêmes règles du jeu s'appliquant partout dans l'industrie.

Il est certain que nous avons constaté ce qui s'est produit relativement à la CEE cette année. J'ai assisté à deux réunions annuelles au cours des trois dernières semaines et je vous assure que les producteurs de boeuf partout au Canada sont très préoccupés par ce qui se produit; ils sont mécontents de l'augmentation des quotas. Dix-sept point cinq (17.5,000,000) millions de livres de plus seront importés au Canada cette année, et je vous assure que les cowboys sont très contrariés. En ma qualité de président d'une association nationale, je pense qu'ils ont bien raison de l'être.

Pour en revenir à votre question, monsieur Foster, je pense que même dans la province de Québec, où l'on produit environ trois à quatre pourcent du boeuf d'élevage au Canada . . . j'ai assisté à la réunion annuelle en avril et son ministre de l'Agriculture était l'orateur invité. Ils s'est amené avec 22 million de dollars pour les programmes d'appui; 155 dollars par tête pour le secteur des parcs de l'engraissement; 124 dollars pour chaque vache du secteur veaux-vaches, et 94 dollars pour les éleveurs de veaux. En Ontario et en Alberta où l'on produit probablement 73 p. cent de tout le bétail au Canada, si ces types de programmes étaient adoptés les prestations représenteraient sans doute entre 500 et 600 millions de dollars. Nous devons faire preuve de retenue quand on pense à ce que les contribuables de ce pays peuvent se permettre.

Si l'on parle d'échanges commerciaux, nos voisins du Sud sont notre meilleur marché, le marché le plus rapproché. À